



REPONSE DU CONSEIL D'ETAT
à l'interpellation Céline Misiego au nom EP - PricewaterhouseCoopers une multinationale qui
interroge (22_INT_114)

Rappel de l'intervention parlementaire

PricewaterhouseCoopers connu sous l'abréviation PwC est une multinationale dont le siège social est basé à Londres. Elle est spécialisée dans des missions d'audits, d'expertises comptables et de conseils. Cette multinationale est active dans le domaine privé mais aussi publique.

Pourquoi s'intéresser à cette multinationale ? Figurez-vous que c'est elle qui réalise l'audit des 3 établissements de droit public suivant : HEIG, HESAV, ECAL. PWC a aussi été mandatée pour expertiser le dossier fiscal de Pascal Broulis.

Malheureusement, cette multinationale a souvent défrayé la chronique ces dernières années. Un certain nombre de médias ont révélé des affaires dans lesquelles cette entreprise a été mêlée, ci-dessous quelques exemples :

- *L'affaire du Luxembourg leaks où elle aurait permis de passer environ 340 accords avec des clients internationaux et ainsi pratiquer de l'optimisation fiscale pour le compte du Luxembourg.¹²*
- *Elle a été sanctionnée de 25 millions de dollars pour avoir falsifié des transactions de la banque Tokyo-Mitsubishi³*
- *En 2014 le consortium international des journalistes d'investigation dévoile que PWC aurait commis une erreur comptable de 335 millions de dollars dans les comptes de Tesco⁴*
- *En mars 2015, la ville de Los Angeles a porté plainte contre PWC. La ville leur avait confié le système de facturation du département eau et énergie. PWC garantissait 100 % de réussite. L'administration de la facturation a été bâclée, et la ville de Los Angeles estime à 70 millions de dollars les pertes liées à cette mauvaise gestion⁵*
- *Fin septembre 2020, PwC est auditionné devant la commission des sanctions du Haut Conseil du commissariat aux comptes (H3C) au sujet de l'affaire de la Financière Turenne Lafayette, société mère de Madrange dont PwC a audité les comptes de 2008 à 2016. Il y avait eu des fausses factures à hauteur de 300 millions d'euros⁶*
- *2021 « Luanda Leaks » : nouvelles accusations contre PwC, elle aurait touché des dizaines de millions de dollars d'une obscure firme de Dubaï dans le cadre d'un projet en 2017 de restructuration de la Sonangol, l'entreprise pétrolière publique angolaise.*
- *Janvier 2022, une enquête vise PwC pour ses audits du britannique Babcock*

Au vu des diverses informations citées précédemment, il nous apparaissait important de poser un certain nombre de questions au sujet du PWC.

1. *Depuis quand l'Etat fait-il appel à cette société ?*
2. *Peut-on nous détailler quel est exactement le rôle de cette société auprès de l'Etat ?*

3. *Quel rapport l'Etat entretient-il avec PWC ?*
4. *Sommes-nous obligés de traiter avec une multinationale basée à Londres ? N'y a-t-il pas des sociétés « Made in Suisse » qui pourrait s'occuper de ce travail d'audit ?*
5. *Au vu des multiples affaires dans lesquelles cette société est liée, peut-on encore lui faire confiance ?*

1 https://www.lemonde.fr/economie-mondiale/article/2014/11/05/evasion-fiscale-tout-sur-les-secrets-du-luxembourg_4518895_1656941.html

2 <https://france.ATTAC.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/trois-ans-apres-le-luxleakspricewaterhousecoopers-enfin-sur-le-banc-des>

3 <https://nypost.com/2014/08/18/pricewaterhousecoopers-fined-25-million-for-role-in-terrorist-state-money-laundering/>

4 <https://www.lefigaro.fr/societes/2014/11/06/20005-20141106ARTFIG00168-pwc-le-cabinet-daudit-au-coeur-du-luxembourg-leaks.php>

5 <https://labusinessjournal.com/government/city-attorney-charges-price-waterhouse-coopers-fra/>

6 <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/affaire-william-saurin-les-cabinetsdaudit-au-banc-des-accuses-1249319>

Réponse du Conseil d'Etat

Préambule

Le Conseil d'Etat apporte les réponses suivantes aux cinq questions posées.

Réponses aux questions posées

1. *Depuis quand l'Etat fait-il appel à cette société ?*

L'Etat collabore depuis de nombreuses années avec cette entreprise professionnelle et reconnue par la profession.

En tous les cas au minimum depuis 2006, année où la brochure des comptes annuels présente pour la première fois le rapport des auditeurs des Hospices cantonaux (CHUV) et de l'Université de Lausanne (UNIL). Cette année-là, PwC était l'auditeur des comptes de ces deux entités.

2. *Peut-on nous détailler quel est exactement le rôle de cette société auprès de l'Etat ?*

PwC Suisse est une entreprise leader en Suisse dans les domaines de l'audit et du conseil d'entreprise ; elle peut être mandatée par l'Etat, en conformité avec les règles des marchés publics, pour effectuer des prestations.

Sur les trois dernières années, PwC a délivré les prestations suivantes pour l'Etat :

- audits des comptes annuels de l'HESAV, de l'ECAL et de la HEIG ;
- audits de communes pour effectuer les contrôles découlant de l'application de la loi sur la protection des données (LPrD) dans le cadre de demandes d'autorisation auprès de l'autorité cantonale à la protection des données et à l'information (« APDI ») pour la pose de caméras de surveillances sur le domaine public. À noter que cette thématique avait fait l'objet d'une réponse du Gouvernement à l'interpellation Stéphane Rezso et consort – Qui contrôle qui (19_INT_363) ;
- expertise de sécurité informatique commandée par la DGNSI pour répondre à des recommandations du CCF ;
- 3 mandats avec PwC pour le CHUV en 2022 : un premier mandat d'expertise pour la DGSI du CHUV dans le domaine de la sécurité et répondant à des recommandations du CCF, un second mandat d'analyse « Hôpital numérique » et un troisième concernant le centre de chirurgie ambulatoire.

3. *Quel rapport l'Etat entretient-il avec PwC ?*

Un rapport de mandats ordinaires comme avec d'autres prestataires de service.

4. *Sommes-nous obligés de traiter avec une multinationale basée à Londres ? N'y a-t-il pas des sociétés « Made in Suisse » qui pourraient s'occuper de ce travail d'audit ?*

Les prestations ont été délivrées et facturées par l'entité suisse de cette entreprise et sur la base du droit suisse. Cette société dispose de sa propre existence juridique et de ses propres organes dirigeants. Précisons encore que les mandats octroyés à PwC l'ont été en conformité avec les règles des marchés publics (gré à gré ou procédure sur invitation).

5. *Au vu des multiples affaires dans lesquelles cette société est liée, peut-on encore lui faire confiance ?*

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat considère que PwC remplit les conditions permettant de la mandater. PwC exerce dans un domaine professionnel qui est régi par la loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (LSR) et la surveillance incombe à l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR).

PwC est également membre de l'organisation faîtière « EXPERTSuisse », l'association suisse des experts en audit, fiscalité et fiduciaire. La qualité de membre de cette association implique « *des critères de formation de base et continue et un engagement à fournir des services professionnels de qualité, ainsi que le respect des règles d'organisation et d'éthique professionnelle. Les membres ordinaires d'EXPERTSuisse doivent détenir un diplôme d'expert-comptable, d'expert fiscal ou d'expert fiduciaire ou être agréés en tant qu'expert-réviseur par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision* ».

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 5 avril 2023.

La présidente :

C. Luisier Brodard

Le chancelier :

A. Buffat